

COMMUNIQUE DE PRESSE

Confédération Nationale du Logement

Projet Hercule : l'énergie ne doit pas être privatisée !

Elaboré subrepticement par l'Etat et la direction de EDF, le projet Hercule prévoit la refonte du groupe et la séparation de ses activités en trois entités bien distinctes. Dans quel but ? Séduire les investisseurs privés, peu importe le prix à payer, pour les salariés comme pour les consommateurs.

Malgré les zones d'ombre qui entourent son contenu définitif, les craintes face au projet Hercule sont nombreuses, car loin de n'être qu'une simple réorganisation du groupe, il acte en réalité le démantèlement de EDF ; et comme toujours avec l'ouverture du capital, la course aux profits et la privatisation menacent à la fois les emplois et les conditions de travail des salariés.

Pour le consommateur, le risque d'une augmentation des prix de l'électricité est également bien réel, tout comme celui d'une diminution de la qualité de service, et particulièrement de la qualité du réseau. Alors que la précarité énergétique ne cesse de progresser, notamment en cette période de crise sanitaire, l'Etat doit se porter garant d'un service public de l'énergie et non en détricoter un acteur majeur !

Avec cette opération, l'Etat conservera les activités du groupe les plus coûteuses, à savoir le nucléaire, et offrira aux investisseurs privés les plus lucratives. En affaiblissant ainsi EDF, l'Etat confirme donc sa volonté de mettre fin au service public de l'électricité.

Au vu des enjeux pour les consommateurs et les salariés du groupe, la CNL appelle donc à rejoindre les rassemblements organisés jeudi 28 janvier, partout en France.